

Lénine & Zinoviev

Le Socialisme et la Guerre



2 le socialisme et la guerre

Vladimir Lénine

*Les tâches de la sociale-démocratie
révolutionnaire dans la guerre
européenne, thèses adoptées par le
Parti bolchevik*

septembre 1914, p. 4

Vladimir Lénine & Grigori Zinoviev

*Le socialisme et la guerre,
contribution du Parti bolchevik à la
conférence internationale
de Zimmerwald*

août 1915, p. 7

Les tâches de la sociale-démocratie révolutionnaire dans la guerre européenne

1. La guerre européenne et mondiale présente tous les caractères d'une guerre bourgeoise, impérialiste, dynastique. La lutte pour les marchés et pour le pillage des autres États, la volonté d'enrayer le mouvement révolutionnaire du prolétariat et de la démocratie à l'intérieur des pays belligérants, la tentative de duper, de diviser et de décimer les prolétaires de tous les pays en jetant les esclaves salariés d'une nation contre ceux d'une autre au profit de la bourgeoisie, tel est le seul contenu réel de la guerre, telle est sa signification.

2. L'attitude des chefs du parti social-démocrate allemand, — le plus fort et le plus influent des partis de la II^e Internationale (1889-1914), — qui ont voté le budget de guerre et qui reprennent la phraséologie bourgeoise et chauvine des hobereaux prussiens et de la bourgeoisie, est une trahison pure et simple du socialisme. Cette attitude ne peut se justifier en aucune façon, pas même en supposant que le parti social-démocrate allemand soit extrêmement faible et provisoirement obligé de se plier à la volonté de la majorité bourgeoise de la nation. En fait, dans la situation présente, ce parti a pratiqué une politique national-libérale.

3. L'attitude des chefs des partis sociaux-démocrates belge et français, qui ont trahi le socialisme en entrant dans les ministères bourgeois, mérite d'être condamnée au même titre.

4. La trahison du socialisme par la majorité des chefs de la II^e Internationale (1889-1914) signifie la faillite idéologique et politique de cette dernière. Cette faillite a pour cause fondamentale la prédominance au sein de l'Internationale de l'opportunisme petit-bourgeois, dont le caractère bourgeois et le danger qu'il constituait étaient depuis longtemps déjà signalés par les meilleurs représentants du prolétariat révolutionnaire de tous les pays. Les opportunistes avaient préparé de longue date la faillite de la II^e Internationale, en répudiant la révolution socialiste pour lui substituer le réformisme bourgeois ; en répudiant la lutte des classes et la nécessité de la transformer, le cas échéant, en guerre civile, et en se faisant les apôtres de la collaboration des classes ; en prêchant le chauvinisme bourgeois sous couleur de patriotisme et de défense de la patrie et en méconnaissant ou en niant cette vérité fondamentale du socialisme, déjà exposée dans le *Manifeste du Parti communiste*, que les ouvriers n'ont pas de patrie ; en se bornant, dans la lutte contre le militarisme, à un point de vue sentimental petit-bourgeois, au lieu d'admettre la nécessité de la guerre révolutionnaire des prolétaires de tous les pays contre la bourgeoisie de tous les pays ; en faisant un fétiche de la légalité et du parlementarisme

bourgeois qui doivent nécessairement être mis à profit, en oubliant qu'aux époques de crise, les formes illégales d'organisation et d'agitation deviennent indispensables. L'un des organes internationaux de l'opportunisme, la revue allemande *Sozialistische Monatshefte*, qui a depuis longtemps adopté une attitude national-libérale célèbre aujourd'hui, à très juste titre, sa victoire sur le socialisme européen. Le « centre » du parti social-démocrate allemand et des autres partis sociaux-démocrates a, en fait lâchement capitulé devant les opportunistes. La future Internationale doit débarrasser définitivement et résolument le socialisme de ce courant bourgeois.

5. Parmi les sophismes bourgeois et chauvins dont usent le plus souvent, pour duper les masses, les partis et les gouvernements bourgeois des deux principales nations rivales du continent : la France et l'Allemagne, et que les opportunistes socialistes avérés ou camouflés qui se traînent servilement à la remorque de la bourgeoisie répètent après eux, il faut tout particulièrement noter et stigmatiser les suivants: lorsque les bourgeois allemands prétendent qu'ils défendent la patrie, qu'ils luttent contre le tsarisme, qu'ils protègent le libre développement culturel et national, ils mentent, car les hobereaux prussiens, Guillaume en tête, et la grande bourgeoisie allemande ont toujours eu pour politique de défendre la monarchie tsariste, et ils ne manqueront pas quelle que soit l'issue de la guerre, de faire tous leurs efforts pour la soutenir ; ils mentent car, en réalité, la bourgeoisie autrichienne a entrepris contre la Serbie une guerre de rapine, car la bourgeoisie allemande opprime des Danois, des Polonais et des Français en Alsace-Lorraine, et mène contre la Belgique et la France une guerre d'agression visant à dépouiller des peuples plus riches et plus libres, en les attaquant au moment qui lui semblait le plus propice pour utiliser les derniers perfectionnements de son matériel de guerre, et à la veille de l'application d'un « vaste programme militaire » en Russie. Lorsque les bourgeois français se réclament, exactement de la même façon, de la défense de la patrie, etc., ils mentent eux aussi car, en réalité, ils défendent des pays moins avancés du point de vue de la technique capitaliste et se développant plus lentement, en se servant de leurs milliards pour soudoyer les bandes de Cent-Noirs du tsarisme russe et leur faire mener une guerre d'agression, dont le but est le pillage des terres allemandes et autrichiennes. Les deux groupes de nations belligérantes ne le cèdent en rien l'un à l'autre sur le chapitre de la cruauté et de la barbarie dans la conduite de la guerre.

6. La sociale-démocratie de Russie a pour tâche essentielle et primordiale de mener un combat impitoyable contre le chauvinisme grand-russe et monarcho-tsariste, et contre les sophismes qu'invoquent pour le défendre les libéraux, les cadets, une partie des populistes et les

autres partis bourgeois. Du point de vue de la classe ouvrière et des masses laborieuses des peuples de Russie, le moindre mal serait la défaite de la monarchie tsariste et de ses armées qui oppriment la Pologne, l'Ukraine et nombre d'autres peuples de Russie, et qui attisent la haine nationale afin de renforcer le joug des Grands-Russes sur les autres nationalités et de consolider le pouvoir réactionnaire et barbare de la monarchie tsariste.

7. Les mots d'ordre de la social-démocratie doivent être actuellement ; premièrement, vaste propagande, dans l'armée comme sur le théâtre des opérations, en faveur de la révolution socialiste et de la nécessité de tourner les armes non pas contre ses frères, les esclaves salariés des autres pays, mais contre les gouvernements et les partis réactionnaires et bourgeois de tous les pays. Nécessité absolue d'organiser des cellules et des groupes illégaux dans les armées de toutes les nations afin d'y mener cette propagande dans toutes les langues. Lutte impitoyable contre le chauvinisme et le « patriotisme » des petits bourgeois et des bourgeois de tous les pays, sans exception. En appeler absolument, contre les leaders de l'Internationale actuelle qui ont trahi le socialisme, à la conscience révolutionnaire des masses ouvrières sur lesquelles retombe tout le poids de la guerre et qui, dans la plupart des cas, sont hostiles au chauvinisme et à l'opportunisme ; deuxièmement, propagande en faveur d'une république allemande, d'une république polonaise, d'une république russe et d'autres encore, et de la transformation de tous les Etats européens en États-Unis républicains d'Europe; tel doit être l'un des mots d'ordre les plus immédiats ; troisièmement, lutte axée particulièrement contre la monarchie tsariste et le chauvinisme grand-russe, panslaviste ; propagande en faveur de la révolution en Russie, ainsi que de l'affranchissement des peuples opprimés par la Russie, et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, en posant les mots d'ordre immédiats : république démocratique, confiscation des terres des grands propriétaires fonciers et journée de travail de 8 heures.

RÉVOLUTION COMMUNISTE

bimestriel du groupe marxiste internationaliste

[section française du collectif révolution permanente]

Abonnement 10 euros pour 1 an (5 numéros) à l'ordre de ATRP

Adresse postale

ReSo / AGECA service BP / 177 rue de Charonne / 75011 PARIS

Site du CoReP : revolucionpermanente.com

Site du GKK / Autriche : klassenkampf.net

Site du GMI / France : groupemarxiste.info

Site de RP / Pérou : luchamarxista.blogspot.fr

Le socialisme et la guerre



1 / les principes du socialisme et la guerre de 1914-1915

L'ATTITUDE DES SOCIALISTES À L'ÉGARD DES GUERRES

Les socialistes ont toujours condamné les guerres entre peuples comme une entreprise barbare et bestiale. Mais notre attitude à l'égard de la guerre est foncièrement différente de celle des pacifistes (partisans et propagandistes de la paix) bourgeois et des anarchistes. Nous nous distinguons des premiers en ce sens que nous comprenons le lien inévitable qui rattache les guerres à la lutte des classes à l'intérieur du pays, que nous comprenons qu'il est impossible de supprimer les guerres sans supprimer les classes et sans instaurer le socialisme ; et aussi en ce sens que nous reconnaissons parfaitement la légitimité, le caractère progressiste et la nécessité des guerres civiles, c'est-à-dire des guerres de la classe opprimée contre celle qui l'opprime, des esclaves contre les propriétaires d'esclaves, des paysans serfs contre les seigneurs terriens,

des ouvriers salariés contre la bourgeoisie. Nous autres, marxistes, différons des pacifistes aussi bien que des anarchistes en ce sens que nous reconnaissons la nécessité d'analyser historiquement (du point de vue du matérialisme dialectique de Marx) chaque guerre prise à part. L'histoire a connu maintes guerres qui, malgré les horreurs, les atrocités, les calamités et les souffrances qu'elles comportent inévitablement, furent progressives, c'est-à-dire utiles au développement de l'humanité en aidant à détruire des institutions particulièrement nuisibles et réactionnaires (par exemple, l'autocratie ou le servage) et les despotismes les plus barbares d'Europe (turc et russe). Aussi importe-t-il d'examiner les particularités historiques de la guerre actuelle.

LES TYPES HISTORIQUES DES GUERRES MODERNES

La grande révolution française a inauguré une nouvelle époque dans l'histoire de l'humanité. Depuis lors et jusqu'à la Commune de Paris, de 1789 à 1871, les guerres de libération nationale, à caractère progressif bourgeois, constituèrent l'un des types de guerres. Autrement dit, le contenu principal et la portée historique de ces guerres étaient le renversement de l'absolutisme et du système féodal, leur ébranlement, l'abolition du joug étranger. C'étaient là, par conséquent, des guerres progressives ; aussi tous les démocrates honnêtes, révolutionnaires, de même que tous les socialistes, ont toujours souhaité, dans les guerres de ce genre, le succès du pays (c'est-à-dire de la bourgeoisie) qui contribuait à renverser ou à saper les bastions les plus dangereux du régime féodal, de l'absolutisme et de l'oppression exercée sur les peuples étrangers. Ainsi, dans les guerres révolutionnaires de la France, il y avait un élément de pillage et de conquête des terres d'autrui par les Français ; mais cela ne change rien à la portée historique essentielle de ces guerres qui démolissaient et ébranlaient le régime féodal et l'absolutisme de toute la vieille Europe, de l'Europe du servage. Dans la guerre franco-allemande, l'Allemagne a dépouillé la France, mais cela ne change rien à la signification historique fondamentale de cette guerre, qui a affranchi des dizaines de millions d'Allemands du morcellement féodal et de l'oppression exercée sur eux par deux despotes, le tsar russe et Napoléon III.

LA DIFFÉRENCE ENTRE GUERRE OFFENSIVE ET GUERRE DÉFENSIVE

L'époque de 1789-1871 a laissé des traces profondes et des souvenirs révolutionnaires. Avant le renversement du régime féodal, de l'absolutisme et du joug national étranger, il ne pouvait absolument pas être question de voir se développer la lutte du prolétariat pour le socialisme. Parlant du caractère légitime de la guerre « défensive » à propos des guerres de *cette* époque, les socialistes ont toujours eu en vue, très préci-

sément, ces objectifs qui se ramènent à la révolution contre le régime médiéval et le servage. Les socialistes ont toujours entendu par guerre « défensive » une guerre « juste » dans ce sens (comme a dit exactement un jour Wilhelm Liebknecht). C'est seulement dans ce sens que les socialistes reconnaissent et continuent de reconnaître le caractère légitime, progressiste, juste, de la « défense de la patrie » ou d'une guerre « défensive ». Par exemple, si demain le Maroc déclarait la guerre à la France, l'Inde à l'Angleterre, la Perse ou la Chine à la Russie, etc., ce seraient des guerres « justes », « défensives », *quel que soit* celui qui commence, et tout socialiste appellerait de ses vœux la victoire des États opprimés, dépendants, lésés dans leurs droits, sur les « grandes » puissances oppressives, esclavagistes, spoliatrices.

Mais imaginez qu'un propriétaire de 100 esclaves fasse la guerre à un autre propriétaire qui en possède 200, pour un plus « juste » partage des esclaves. Il est évident qu'appliquer à un tel cas la notion de guerre « défensive » ou de « défense de la patrie » serait falsifier l'histoire ; ce serait, pratiquement, une mystification des simples gens, de la petite bourgeoisie, des gens ignorants, par d'habiles esclavagistes. C'est ainsi qu'aujourd'hui la bourgeoisie impérialiste trompe les peuples au moyen de l'idéologie « nationale » et de la notion de défense de la patrie dans la guerre actuelle entre esclavagistes, qui a pour enjeu l'aggravation et le renforcement de l'esclavage.

LA GUERRE ACTUELLE EST UNE GUERRE IMPÉRIALISTE

Presque tout le monde reconnaît que la guerre actuelle est une guerre impérialiste, mais le plus souvent on déforme cette notion, ou bien on l'applique unilatéralement, ou bien on insinue que cette guerre pourrait avoir une portée progressiste bourgeoise, de libération nationale. L'impérialisme est le degré supérieur du développement du capitalisme, que celui-ci n'a atteint qu'au 20^e siècle. Le capitalisme se sent désormais à l'étroit dans les vieux États nationaux sans la formation desquels il n'aurait pu renverser le régime féodal. Le capitalisme a développé une concentration au point que des industries entières ont été accaparées par les syndicats patronaux, les trusts, les associations de capitalistes milliardaires, et que presque tout le globe a été partagé entre ces « potentats du capital », sous forme de colonies ou en enserrant les pays étrangers dans les filets de l'exploitation financière. À la liberté du commerce et de la concurrence se sont substituées les tendances au monopole, à la conquête de terres pour y investir les capitaux, pour en importer des matières premières, etc. De libérateur des nations que fut le capitalisme dans la lutte contre le régime féodal, le capitalisme impérialiste est devenu le plus grand oppresseur des nations. Ancien facteur de progrès, le capitalisme est devenu réactionnaire ; il a

développé les forces productives au point que l'humanité n'a plus qu'à passer au socialisme, ou bien à subir durant des années, et même des dizaines d'années, la lutte armée des « grandes » puissances pour le maintien artificiel du capitalisme à l'aide de colonies, de monopoles, de privilèges et d'oppressions nationales de toute nature.

LA GUERRE ENTRE LES PLUS GROS PROPRIÉTAIRES D'ESCLAVES POUR LE MAINTIEN ET L'AGGRAVATION DE L'ESCLAVAGE

Afin de montrer clairement le rôle de l'impérialisme, nous citerons des données précises sur le partage du monde entre ce qu'on appelle les « grandes » puissances (c'est-à-dire celles qui réussissent à piller sur une grande échelle).

Il ressort de ce tableau que les peuples qui, de 1789 à 1871, ont combattu la plupart du temps à la tête des autres peuples pour la liberté, sont devenus désormais, après 1876, à la faveur d'un capitalisme hautement développé et « plus que mûr », les oppresseurs et les exploités de la majorité des populations et des nations du globe. Entre 1876 et 1914, six « grandes » puissances ont accaparé 25 millions de kilomètres carrés, soit une superficie représentant deux fois et demie celle de toute l'Europe ! Six puissances tiennent dans la servitude plus d'un demi-milliard (523 millions) d'habitants des colonies. Pour 4 habitants des « grandes » puissances, il y en a 5 dans leurs « colonies. Tout le monde sait que les colonies ont été conquises par le fer et par le feu, qu'on inflige à leurs populations un traitement barbare, qu'on les exploite par mille moyens (exportation de capitaux, concessions, etc. ; en les trompant sur la qualité des marchandises qui leur sont vendues, en les assujettissant aux autorités de la nation « dominante », etc., et ainsi de suite). La bourgeoisie anglo-française dupe le peuple lorsqu'elle prétend mener la guerre pour la liberté des peuples et de la Belgique : en réalité, elle mène la guerre pour conserver les immenses territoires coloniaux dont elle s'est emparée. Les impérialistes allemands auraient immédiatement évacué la Belgique, etc., si les Anglais et les Français avaient partagé avec eux leurs colonies « à l'amiable ». La situation a ceci de singulier que, dans ce conflit, le sort des colonies sera tranché par l'issue de la guerre sur le continent. Du point de vue de la justice bourgeoise et de la liberté nationale (ou du droit des nations à l'existence), l'Allemagne aurait incontestablement raison contre l'Angleterre et la France, car elle a été « lésée » en fait de colonies ; ses ennemis oppriment infiniment plus de nations qu'elle ne le fait elle-même, et chez son alliée, l'Autriche, les Slaves opprimés jouissent assurément d'une plus grande liberté que dans la Russie tsariste, cette véritable

En millions	Colonies				Métropoles		Total	
	1876		1914		1914			
	km ²	habi- tants						
Angleterre	22,5	251, 9	33,5	393, 5	0,3	46,5	33,8	440
Russie	17	15,9	17,4	33,2	5,4	136, 2	22,8	169, 4
France	0,9	6	10,6	55,5	0,5	39,6	11,1	95,1
Allemagne			2,9	12,3	0,5	64,9	3,4	77,2
Japon			0,3	19,2	0,4	53	0,7	72,2
États-unis de l'Amérique du Nord			0,3	9,7	9,4	97	9,7	106, 7
Les 6 " grandes " puissances	40,4	273, 8	65	523, 4	16,5	437, 2	81,5	960, 6
Colonies de la Belgique, à la Hollande...			9,9	45,3			9,9	45,3
Trois pays " semi-coloniaux " (Turquie, Chine et Perse)							14,5	361, 2
Total							150, 9	1 367
Autres États et pays							28	290
Tout le globe							134	1 657

Le partage du monde par les " grandes " puissances esclavagistes

« prison des peuples ». Mais l'Allemagne fait elle aussi la guerre pour opprimer des nations, et non pour les affranchir. Ce n'est pas l'affaire des socialistes d'aider un brigand plus jeune et plus vigoureux (l'Allemagne) à piller des brigands plus vieux et plus repus. Les socialistes doivent profiter de la guerre que se font les brigands pour les renverser tous. Pour cela, il faut avant tout que les socialistes disent au peuple la vérité, à savoir que cette guerre est, dans un triple sens, une guerre d'esclavagistes pour la consolidation de l'esclavage. C'est une guerre qui vise, premièrement, à aggraver l'esclavage des colonies au moyen d'un partage plus « équitable » et d'une exploitation ultérieure mieux « orchestrée » ; deuxièmement, à accentuer le joug qui pèse sur les nations étrangères à l'intérieur des « grandes » puissances elles-mêmes, car l'Autriche aussi bien que la Russie (la Russie dans des

proportions beaucoup plus grandes et bien pires que l'Autriche) ne se maintiennent qu'au moyen de ce joug qu'elles renforcent par la guerre ; troisièmement, à intensifier et à prolonger l'esclavage salarié, car le prolétariat est divisé et accablé, tandis que les capitalistes gagnent sur tous les tableaux en s'enrichissant par la guerre, en exacerbant les préjugés nationaux et en accentuant la réaction, qui connaît une recrudescence dans tous les pays, même dans les pays républicains les plus libres.

« LA GUERRE EST LA CONTINUATION DE LA POLITIQUE PAR D'AUTRES MOYENS » (À SAVOIR : PAR LA VIOLENCE)

Cette sentence célèbre appartient à Clausewitz, l'un des auteurs les plus pénétrants en matière militaire. Les marxistes ont toujours considéré avec juste raison cette thèse comme la base théorique de l'interprétation de chaque guerre donnée. C'est de ce point de vue que Marx et Engels ont toujours envisagé les différentes guerres.

Appliquez ce point de vue à la guerre actuelle. Vous verrez que, durant des dizaines d'années, pendant près d'un demi-siècle, les gouvernements et les classes dirigeantes d'Angleterre, de France, d'Allemagne, d'Italie, d'Autriche et de Russie ont pratiqué une politique de pillage des colonies, d'oppression de nations étrangères, d'écrasement du mouvement ouvrier. C'est cette politique, et nulle autre, qui se poursuit dans la guerre actuelle. En Autriche et en Russie notamment, la politique du temps de paix consiste, comme celle du temps de guerre, à asservir les nations et non à les affranchir. Au contraire, en Chine, en Perse, dans l'Inde et les autres pays dépendants, nous assistons durant ces dernières dizaines d'années à une politique d'éveil à la vie nationale de dizaines et de centaines de millions d'hommes, à une politique tendant à les libérer du joug des « grandes » puissances réactionnaires. La guerre sur ce terrain historique peut être aujourd'hui encore une guerre progressive bourgeoise, une guerre de libération nationale.

Il suffit de considérer que la guerre actuelle continue la politique des « grandes » puissances et des classes fondamentales qui les constituent pour constater aussitôt le caractère manifestement antihistorique, mensonger et hypocrite de l'opinion selon laquelle il serait possible, dans la guerre actuelle, de justifier l'idée de la « défense de la patrie ».

L'EXEMPLE DE LA BELGIQUE

Les sociaux-chauvins de la Triple (aujourd'hui Quadruple) Entente (en Russie : Plekhanov et Cie) aiment, par-dessus tout, invoquer l'exemple de la Belgique. Mais cet exemple se retourne contre eux. Les impéria-

listes allemands ont violé sans vergogne la neutralité de la Belgique, comme ont fait toujours et partout les États belligérants qui, en cas de besoin, foulait aux pieds *tous* les traités et engagements. Admettons que tous les États qui ont intérêt ; à respecter les traités internationaux aient déclaré la guerre à l'Allemagne, en exigeant de ce pays qu'il évacue et dédommage la Belgique. En l'occurrence, la sympathie des socialistes serait allée, bien entendu, aux ennemis de l'Allemagne. Or, le fait est justement que la guerre menée par la « Triple (et Quadruple) Entente » *ne l'est pas* pour la Belgique ; cela est parfaitement connu, et seuls les hypocrites le dissimulent. L'Angleterre pille les colonies de l'Allemagne et la Turquie ; la Russie pille la Galicie et la Turquie ; la France réclame l'Alsace-Lorraine et même la rive gauche du Rhin ; un traité a été conclu avec l'Italie sur le partage du butin (Albanie et Asie Mineure) ; un marchandage analogue est en cours avec la Bulgarie et la Roumanie. Sur le terrain de la guerre actuelle des gouvernements actuels, il est *impossible* d'aider la Belgique autrement qu'en aidant à étrangler l'Autriche ou la Turquie, etc. ! Que vient faire alors ici la « défense de la patrie » ? C'est là précisément le caractère particulier de la guerre impérialiste, guerre menée par des gouvernements bourgeois réactionnaires qui ont fait historiquement leur temps, avec pour enjeu l'oppression d'autres nations. Quiconque justifie la participation à cette guerre perpétue l'oppression impérialiste des nations. Quiconque préconise d'exploiter les difficultés actuelles des gouvernements pour lutter en faveur de la révolution sociale défend la liberté réelle de la totalité des nations, qui n'est réalisable qu'en régime socialiste.

POURQUOI LA RUSSIE FAIT-ELLE LA GUERRE ?

En Russie, l'impérialisme capitaliste du type moderne s'est pleinement révélé dans la politique du tsarisme à l'égard de la Perse, de la Mandchourie, de la Mongolie ; mais ce qui, d'une façon générale, prédomine en Russie, c'est l'impérialisme militaire et féodal. Nulle part au monde la majorité de la population du pays n'est aussi opprimée : les Grands-Russes ne forment que 43% de la population, c'est-à-dire moins de la moitié, et tous les autres habitants sont privés de droits, en tant qu'allogènes. Sur les 170 millions d'habitants de la Russie, près de 100 millions sont asservis et privés de droits. Le tsarisme fait la guerre pour s'emparer de la Galicie et étrangler définitivement la liberté des Ukrainiens, pour conquérir l'Arménie, Constantinople, etc. Le tsarisme voit dans la guerre un moyen de détourner l'attention du

mécontentement qui s'accroît à l'intérieur du pays et d'écraser le mouvement révolutionnaire grandissant. Aujourd'hui, pour deux Grands-Russes, on compte en Russie deux ou trois « allogènes » privés de droits : le tsarisme s'efforce, au moyen de la guerre, d'augmenter le nombre des nations opprimées par Russie, d'accentuer leur oppression et de faire ainsi échec à la lutte pour la liberté que mènent les Grands-Russes eux-mêmes. La possibilité d'asservir et de piller les autres peuples aggrave le marasme économique, car il arrive souvent que la source des revenus soit moins le développement des forces productives que l'exploitation semi-féodale des « allogènes ». Ainsi, du côté de la Russie, la guerre porte un caractère foncièrement réactionnaire et hostile aux mouvements de libération.

QU'EST-CE QUE LE SOCIAL-CHAUVINISME ?

Le social-chauvinisme, c'est la « défense de la patrie » dans la guerre actuelle. De cette position découlent, par voie de conséquence, la renonciation à la lutte de classe pendant la guerre, le vote des crédits militaires, etc. Les sociaux-chauvins pratiquent en fait une politique anti-prolétarienne, bourgeoise, car ils préconisent en réalité, non pas la « défense de la patrie » au sens de la lutte contre l'oppression étrangère, mais le « droit » de telles ou telles « grandes » puissances à piller les colonies et à opprimer d'autres peuples. Les sociaux-chauvins reprennent à leur compte la mystification du peuple par la bourgeoisie, selon laquelle la guerre serait menée pour la défense de la liberté et de l'existence des nations, et se rangent ainsi aux côtés de la bourgeoisie contre le prolétariat. Sont des sociaux-chauvins aussi bien ceux qui justifient et exaltent les gouvernements et la bourgeoisie d'*un* des groupes des puissances belligérantes que ceux qui, à l'instar de Kautsky, reconnaissent aux socialistes de *toutes* les puissances belligérantes un droit identique à la « défense de la patrie ». Le social-chauvinisme, qui prône en fait la défense des privilèges, des avantages, des pillages et violences de « sa propre » bourgeoisie impérialiste (ou de toute bourgeoisie, en général), constitue une trahison pleine et entière de toutes les convictions socialistes et de la résolution du Congrès socialiste international de Bâle.

LE MANIFESTE DE BÂLE

Le Manifeste sur la guerre, adopté à l'unanimité à Bâle en 1912, vise justement la guerre qui a éclaté en 1914 entre l'Angleterre et l'Allemagne avec leurs alliés actuels. Le manifeste déclare nettement que nul

intérêt du peuple ne peut justifier une telle guerre, menée pour « le profit des capitalistes ou l'orgueil des dynasties », sur la base de la politique impérialiste, spoliatrice, des grandes puissances. Le manifeste déclare expressément que la guerre est un danger « pour les gouvernements » (tous sans exception), met en évidence la crainte que la « révolution prolétarienne » leur inspire, rappelle de la manière la plus explicite l'exemple de la Commune de 1871 et celui d'octobre-décembre 1905, c'est-à-dire l'exemple de la révolution et de la guerre civile. Par conséquent, le Manifeste de Bâle indique, précisément pour la guerre actuelle, la tactique de la lutte révolutionnaire des ouvriers à l'échelle internationale contre leurs gouvernements, la tactique de la révolution prolétarienne. Le Manifeste de Bâle reprend les termes de la résolution de Stuttgart disant qu'au cas où la guerre éclaterait, les socialistes devraient exploiter « la crise économique et politique » créée par la guerre pour « précipiter la chute de la domination capitaliste », c'est-à-dire mettre à profit les difficultés suscitées aux gouvernements par la guerre, ainsi que la colère des masses, en vue de la révolution socialiste.

La politique des sociaux-chauvins, qui justifient la guerre du point de vue bourgeois sur le mouvement de libération, qui admettent la « défense de la patrie », qui votent les crédits, qui entrent dans les ministères, etc., est donc une trahison pure et simple du socialisme, qui ne s'explique, comme on le verra plus loin, que par la victoire de l'opportunisme et de la politique ouvrière national-libérale au sein de la majorité des partis européens.

LES FAUSSES RÉFÉRENCES À MARX ET ENGELS

Les sociaux-chauvins russes (Plekhanov en tête) invoquent la tactique de Marx dans la guerre de 1870 ; les sociaux-chauvins allemands (genre Lensch, David et Cie) invoquent les déclarations d'Engels en 1891 sur la nécessité pour les socialistes allemands de défendre la patrie en cas de guerre contre la Russie et la France réunies ; enfin, les sociaux-chauvins genre Kautsky, désireux de transiger avec le chauvinisme international et de le légitimer, invoquent le fait que Marx et Engels, tout en condamnant les guerres, se sont néanmoins chaque fois rangés, de 1854-1855 à 1870-1871 et en 1876-1877, du côté de tel ou tel État belligérant, une fois le conflit malgré tout déclenché.

Toutes ces références déforment d'une façon révoltante les conceptions de Marx et d'Engels par complaisance pour la bourgeoisie et les opportunistes, de même que les écrits des anarchistes (les Guillaume et Cie) dénaturent les conceptions de Marx et d'Engels pour justifier l'anarchisme. La guerre de 1870-1871 a été, du côté de l'Allemagne, une guerre histori-

quement progressive jusqu'à la défaite de Napoléon III qui, de concert avec le tsar, avait longtemps opprimé l'Allemagne en y maintenant le morcellement féodal. Dès que la guerre eut tourné au pillage de la France (annexion de l'Alsace et de la Lorraine), Marx et Engels condamnèrent résolument les Allemands. Au reste, dès le début de cette guerre, Marx et Engels avaient approuvé le refus de Bebel et de Liebknecht de voter les crédits et recommandé à la sociale-démocratie de ne pas faire bloc avec la bourgeoisie, mais de lutter pour la sauvegarde des intérêts de classe particuliers du prolétariat. Appliquer le jugement porté sur cette guerre progressive bourgeoise et de libération nationale à la guerre impérialiste actuelle, c'est se moquer de la vérité. Il en va de même, de façon encore plus frappante, pour la guerre de 1854-1855 et pour toutes les guerres menées au 19^e siècle, alors que n'existaient ni l'impérialisme actuel, ni les conditions objectives déjà mûres du socialisme, ni des partis socialistes de masse dans tous les pays belligérants, c'est-à-dire à une époque où faisaient précisément défaut les conditions d'où le Manifeste de Bâle dégageait la tactique de la « révolution prolétarienne » en relation avec la guerre entre les grandes puissances.

Invoquer aujourd'hui l'attitude de Marx à l'égard des guerres de l'époque de la bourgeoisie *progressive* et oublier les paroles de Marx : « *Les ouvriers n'*

ont pas de patrie », paroles qui se rapportent *justement* à l'époque de la bourgeoisie réactionnaire qui a fait son temps, à l'époque de la révolution socialiste, c'est déformer cyniquement la pensée de Marx et substituer au point de vue socialiste le point de vue bourgeois.

LA FAILLITE DE LA 2^E INTERNATIONALE

Les socialistes du monde entier ont déclaré solennellement en 1912, à Bâle, qu'ils considéraient la future guerre européenne comme une entreprise « criminelle » et ultraréactionnaire de *tous* les gouvernements, qui devait précipiter la chute du capitalisme en provoquant inévitablement la révolution contre ce dernier. La guerre est venue, la crise a éclaté. Au lieu de la tactique révolutionnaire, la majorité des partis sociaux-démocrates ont appliqué une tactique réactionnaire et se sont rangés du côté de leurs gouvernements et de leur bourgeoisie. Cette trahison à l'égard du socialisme marque la faillite de la 2^e Internationale (1889-1914), et nous devons voir clairement ce qui a déterminé cette faillite, ce qui a engendré le social-chauvinisme et ce qui lui a donné sa vigueur.

LE SOCIAL-CHAUVINISME, DERNIER MOT DE L'OPPORTUNISME

Durant toute l'existence de la 2^e Internationale, une lutte s'est poursuivie à l'intérieur de tous les partis sociaux-démocrates entre l'aile révolutionnaire et l'aile opportuniste. Dans plusieurs pays, il y a eu scission sur ce point (Angleterre, Italie, Hollande, Bulgarie). Aucun marxiste ne doutait que l'opportunisme fût l'expression, de la politique bourgeoise au sein du mouvement ouvrier, l'expression des intérêts de la petite bourgeoisie et de l'alliance avec « leur » bourgeoisie d'une partie minime d'ouvriers embourgeoisés contre les intérêts de la masse des prolétaires, de la masse des opprimés.

Les conditions objectives de la fin du 19^e siècle renforçaient tout particulièrement l'opportunisme, l'utilisation de la légalité bourgeoise étant transformée de ce fait en servilité à son égard ; elles créaient une mince couche bureaucratique et aristocratique de la classe ouvrière, et attiraient dans les rangs des partis sociaux-démocrates nombre de « compagnons de route » petits-bourgeois.

La guerre a accéléré ce développement, transformé l'opportunisme en social-chauvinisme, et l'alliance tacite des opportunistes avec la bourgeoisie, en une alliance ouverte.

En outre, les autorités militaires ont décrété partout la loi martiale et muselé la masse ouvrière, dont les anciens chefs sont passés, à peu près en bloc, du côté de la bourgeoisie.

La base économique de l'opportunisme est la même que celle du social-chauvinisme : les intérêts d'une mince couche d'ouvriers privilégiés et de la petite bourgeoisie, qui défendent leur situation privilégiée, leur « droit » aux miettes des profits réalisés dans le pillage des autres nations par « leur » bourgeoisie nationale, grâce aux avantages attachés à sa situation de grande puissance, etc.

Le contenu politique et idéologique de l'opportunisme est le même que celui du social-chauvinisme : remplacement de la lutte des classes par leur collaboration, renonciation aux moyens révolutionnaires de lutte, soutien de « son » gouvernement en difficultés au lieu d'une utilisation de ces difficultés pour la révolution. Si l'on considère tous les pays européens dans leur ensemble, sans s'arrêter à telles ou telles personnalités (quel que soit leur prestige), on constatera que c'est bien le courant opportuniste qui est devenu le principal rempart du social-chauvinisme, et que du camp des révolutionnaires s'élève presque partout une protestation plus ou moins conséquente contre ce courant. Et si l'on considère, par exemple, le groupement des tendances au congrès socialiste international de Stuttgart, en 1907, on constatera que le marxisme international

était contre l'impérialisme, tandis que, dès cette époque, l'opportunisme international le soutenait.

L'UNITÉ AVEC LES OPPORTUNISTES, C'EST L'ALLIANCE DES OUVRIERS AVEC « LEUR » BOURGEOISIE NATIONALE ET LA SCISSION DE LA CLASSE OUVRIÈRE RÉVOLUTIONNAIRE INTERNATIONALE

Autrefois, avant la guerre, l'opportunisme était souvent considéré comme une « déviation », une « position extrême », mais on lui reconnaissait néanmoins le droit d'être partie intégrante du parti social-démocrate. La guerre a montré que c'est désormais chose impossible. L'opportunisme s'est pleinement « épanoui », il a joué jusqu'au bout son rôle d'émissaire de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier. L'unité avec les opportunistes est devenue un tissu d'hypocrisies, dont nous voyons un exemple dans le parti social-démocrate allemand. Dans toutes les grandes occasions (par exemple, lors du vote du 4 août), les opportunistes présentent leur ultimatum et l'imposent en mettant en jeu leurs nombreuses relations avec la bourgeoisie, leur majorité dans les directions des syndicats, etc. L'unité avec les opportunistes, n'étant rien d'autre que la *scission* du prolétariat révolutionnaire de tous les pays, marque *en fait* aujourd'hui la subordination de la classe ouvrière à « sa » bourgeoisie nationale, l'alliance avec celle-ci en vue d'opprimer d'autres nations et de lutter pour les privilèges impérialistes.

Si dure que soit, en certains cas, la lutte contre les opportunistes qui règnent dans maintes organisations, quelque forme particulière que prenne, dans certains pays, le processus d'épuration des partis ouvriers se débarrassant des opportunistes, ce processus est inévitable et fécond. Le socialisme réformiste agonise ; le socialisme renaissant « sera révolutionnaire, intransigeant, insurrectionnel » selon l'expression si juste du socialiste français Paul Golay.

LE « KAUTSKISME »

Kautsky, la plus grande autorité de la 2^e Internationale, offre un exemple éminemment typique, notoire, de la façon dont la reconnaissance verbale du marxisme a abouti en fait à le transformer en « strouvisme » ou en « brentanisme ». Nous en avons un autre exemple avec Plekhanov. À l'aide de sophismes manifestes, on vide le marxisme de son âme vivante, révolutionnaire. On admet tout dans le marxisme, excepté les moyens révolutionnaires de lutte, la propagande en leur faveur et la préparation de leur mise en œuvre, l'éducation des masses dans ce sens. Au mépris de tout principe, Kautsky « concilie » la pensée fondamentale du social-chauvinisme, l'acceptation de la défense de la patrie dans la guerre

actuelle, avec des concessions diplomatiques et ostentatoires aux gauches, telles que l'abstention lors du vote des crédits, la prise de position verbale en faveur de l'opposition, etc. Kautsky, qui écrit en 1909 tout un livre sur l'imminence d'une époque de révolutions et sur le lien entre la guerre et la révolution ; Kautsky, qui signa en 1912 le Manifeste de Bâle sur l'utilisation révolutionnaire de la guerre de demain, s'évertue aujourd'hui à justifier et à farder le social-chauvinisme, et se joint comme Plekhanov à la bourgeoisie pour railler toute idée de révolution, toute initiative allant dans le sens d'une lutte nettement révolutionnaire.

La classe ouvrière ne peut jouer son rôle révolutionnaire mondial sans mener une lutte implacable contre ce reniement, cette veulerie, cette servilité à l'égard de l'opportunisme et cet incroyable avilissement de la théorie marxiste. Le kautskisme n'est pas un effet du hasard, c'est le produit social des contradictions de la 2^e Internationale, de la fidélité en paroles au marxisme alliée à la soumission de fait à l'opportunisme.

Ce mensonge majeur du « kautskisme » se manifeste sous des formes diverses dans les différents pays. En Hollande, Roland-Holst, tout en repoussant l'idée de la défense de la patrie, plaide pour l'unité avec le parti des opportunistes. Trotsky, en Russie, repoussant également cette idée, plaide aussi pour l'unité avec le groupe opportuniste et chauvin de *Nacha Zaria*. Rakovski, en Roumanie, tout en déclarant la guerre à l'opportunisme, qu'il rend responsable de la faillite de l'Internationale, est prêt cependant à admettre l'idée de la défense de la patrie. Ce sont là des manifestations du mal que les marxistes hollandais (Gorter, Pannekoek) ont appelé le « radicalisme passif », et qui vise à substituer au marxisme révolutionnaire l'éclectisme en théorie, et la servilité ou l'impuissance devant l'opportunisme dans la pratique.

LE MOT D'ORDRE DES MARXISTES EST CELUI DE LA SOCIALE-DÉMOCRATIE RÉVOLUTIONNAIRE

La guerre a, sans conteste, engendré une crise extraordinairement violente et aggravée, à l'extrême la misère des masses. Le caractère réactionnaire de cette guerre, le mensonge éhonté de la bourgeoisie de tous les pays, qui dissimule ses visées de brigandage sous le manteau de l'idéologie « nationale », suscitent nécessairement, dans la situation révolutionnaire qui existe objectivement, des tendances révolutionnaires au sein des masses. Notre devoir est d'aider à prendre conscience de ces tendances, de les approfondir et de leur donner corps. Seul le mot d'ordre de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile exprime correctement cette tâche, et toute lutte de classe

conséquence pendant la guerre, toute tactique sérieusement appliquée d'« actions de masse » y mène inévitablement. On ne peut savoir si c'est à l'occasion de la première ou d'une seconde guerre impérialiste des grandes puissances, si c'est pendant ou après cette guerre, qu'éclatera un puissant mouvement révolutionnaire. Mais, de toute façon, notre devoir impérieux est de travailler méthodiquement et sans relâche dans cette voie.

Le Manifeste de Bâle invoque sans détours l'exemple de la Commune de Paris, c'est-à-dire la transformation d'une guerre de gouvernements en guerre civile. Il y a un demi-siècle, le prolétariat était trop faible, les conditions objectives du socialisme n'étaient pas encore venues à maturité, il ne pouvait y avoir ni corrélation ni coopération des mouvements révolutionnaires dans tous les pays belligérants ; l'engouement d'une partie des ouvriers parisiens pour « l'idéologie nationale » (la tradition de 1792) attestait de leur part une défaillance petite-bourgeoise, que Marx avait signalée en son temps et qui fut une des causes de l'échec de la Commune. Un demi-siècle plus tard, les conditions qui affaiblissaient la révolution d'alors ont disparu, et à l'heure actuelle il est impardonnable pour un socialiste de renoncer à agir, très précisément, dans l'esprit des communards parisiens.

L'EXEMPLE DE LA FRATERNISATION DANS LES TRANCHÉES

Les journaux bourgeois de tous les pays belligérants ont cité des exemples de fraternisation entre soldats même dans les tranchées. Et les décrets draconiens promulgués par les autorités militaires (Allemagne, Angleterre) contre cette fraternisation ont démontré que les gouvernements et bourgeoisie y attachaient une sérieuse importance. Si des cas de fraternisation ont pu se produire, malgré la donation totale de l'opportunisme à la direction des partis sociaux-démocrates d'Europe occidentale, et alors que le social-chauvinisme est soutenu par toute la presse social-démocrate, par toutes les autorités de la 2^e Internationale, cela nous montre à quel point il serait possible d'abrégier la durée de la guerre criminelle, réactionnaire et esclavagiste d'aujourd'hui et d'organiser le mouvement international révolutionnaire, si un travail systématique ait effectué dans ce sens, ne serait-ce que par les socialistes de gauche de tous les pays belligérants.

L'IMPORTANCE DE L'ORGANISATION ILLÉGALE

Les anarchistes les plus marquants du monde entier se sont déshonorés tout autant que les opportunistes par le social-chauvinisme (dans l'es-

prit de Plekhanov et de Kautsky) dont ils ont fait preuve au cours de cette guerre. Un des résultats utiles de ce conflit sera sans doute qu'il tuera la fois l'opportunisme et l'anarchisme.

Sans renoncer en aucun cas et sous aucun prétexte à, utiliser la plus minime possibilité légale pour organiser les masses et propager le socialisme, les partis sociaux-démocrates doivent rompre avec toute attitude servile devant la légalité. « Tirez les premiers, messieurs les bourgeois », écrivait Engels, en faisant précisément allusion à la guerre civile et à la nécessité pour nous de violer la légalité *après* que celle-ci l'aura été par la bourgeoisie. La crise a montré que la bourgeoisie enfreint la légalité dans tous les pays même les plus libres, et qu'il est impossible de conduire masses à la révolution sans constituer une organisation clandestine pour préconiser, discuter, apprécier et préparer les moyens de lutte révolutionnaires. En Allemagne, par exemple, tout ce que les socialistes font d'honnête se fait contre le vil opportunisme et l'hypocrite « kautskisme », et cela, précisément, dans l'illégalité. En Angleterre, on est passible du baignoire pour l'impression d'appels invitant à refuser le service militaire.

Considérer comme compatible avec l'appartenance au parti social-démocrate la répudiation des procédés clandestins de propagande et les railler dans la presse légale, c'est trahir le socialisme.

DE LA DÉFAITE DE « SON PROPRE » GOUVERNEMENT DANS LA GUERRE IMPÉRIALISTE

Les partisans de la victoire de leur gouvernement dans la guerre actuelle, de même que les partisans du mot d'ordre : « Ni victoire ni défaite », adoptent les uns et les autres le point de vue du social-chauvinisme. Dans une guerre réactionnaire, la classe révolutionnaire ne peut pas ne pas souhaiter la défaite de son gouvernement ; elle ne peut manquer de voir le lien entre les échecs militaires de ce dernier et les facilités qui en résultent pour le renverser. Seul le bourgeois qui croit que la guerre engagée par les gouvernements finira de toute nécessité comme une guerre entre gouvernements, et qui le désire, trouve « ridicule » ou « absurde » l'idée que les socialistes de *tous* les pays belligérants doivent affirmer qu'ils veulent la défaite de tous les gouvernements, de « leurs » gouvernements. Par contre, une telle position correspondrait exactement à la pensée secrète de tout ouvrier conscient et s'inscrirait dans le cadre de notre activité visant à transformer la guerre impérialiste en guerre civile.

Il est hors de doute que l'important travail d'agitation contre la guerre effectué par une partie des socialistes anglais, allemands et russes

« affaiblissait la puissance militaire » de leurs gouvernements respectifs, mais cette agitation faisait honneur aux socialistes. Ceux-ci doivent expliquer aux masses qu'il n'est point de salut pour elles hors du renversement révolutionnaire de « leurs » gouvernements respectifs, et que les difficultés rencontrées par ces gouvernements dans la guerre actuelle doivent être exploitées précisément à cette fin.

DU PACIFISME ET DU MOT D'ORDRE DE LA PAIX

L'état d'esprit des masses en faveur de la paix exprime souvent le début d'une protestation, d'une révolte et d'une prise de conscience du caractère réactionnaire de la guerre. Tirer profit de cet état d'esprit est le devoir de tous les sociaux-démocrates. Ils participeront très activement à tout mouvement et à toute manifestation sur ce terrain, mais ils ne tromperont pas le peuple en laissant croire qu'en l'absence d'un mouvement révolutionnaire, il est possible de parvenir à une paix sans annexions, sans oppression des nations, sans pillage, sans que subsiste le germe de nouvelles guerres entre les gouvernements actuels et les classes actuellement dirigeantes. Tromper ainsi le peuple ne ferait que porter de l'eau au moulin de la diplomatie secrète des gouvernements belligérants et de leurs plans contre-révolutionnaires. Quiconque désire une paix solide et démocratique doit être partisan de la guerre civile contre les gouvernements et la bourgeoisie.

DU DROIT DES NATIONS À DISPOSER D'ELLES-MÊMES

La mystification du peuple la plus largement pratiquée par la bourgeoisie dans cette guerre est le camouflage de ses buts de brigandage derrière l'idée de la « libération nationale ». Les Anglais promettent la liberté à la Belgique ; les Allemands à la Pologne, etc. En réalité, comme nous l'avons vu, c'est une guerre entre les oppresseurs de la majorité des nations du monde pour consolider et étendre cette oppression.

Les socialistes ne peuvent atteindre leur but sans lutter contre tout asservissement des nations. Aussi doivent-ils exiger absolument que les partis sociaux-démocrates des pays *oppressés* (des « grandes » puissances, notamment) reconnaissent et défendent le droit des nations *opprimées* à disposer d'elles-mêmes, et cela au sens politique du mot, c'est-à-dire le droit à la séparation politique. Le socialiste appartenant à une

puissance impérialiste ou à une nation possédant des colonies, et qui ne défendrait pas ce droit, serait, un chauvin.

La défense de ce droit, loin d'encourager la formation de petits États, conduit au contraire à la formation plus libre, plus sûre et,



par suite, plus large et plus généralisée, de grands États et de fédérations entre États, ce qui est plus avantageux pour les masses et correspond mieux au développement économique.

Les socialistes des nations *opprimées*, pour leur part, doivent lutter sans réserve pour l'unité complète (y compris sur le plan de l'organisation) des ouvriers des nationalités opprimées et oppressives. L'idée d'une séparation juridique des nations (ce qu'on appelle l'« autonomie nationale culturelle » de Bauer et Renner) est une idée réactionnaire.

L'époque de l'impérialisme est celle de l'oppression croissante des nations du monde entier par une poignée de « grandes » puissances ; aussi la lutte

pour la révolution internationale socialiste contre l'impérialisme est-elle impossible sans la reconnaissance du droit des nations à disposer d'elles-mêmes. » *Un peuple qui en opprime d'autres ne saurait être libre* » (Marx et Engels). Ne peut être socialiste un prolétariat qui prend son parti de la moindre violence exercée par « sa » nation à l'encontre d'autres nations.

2 / les classes et les partis en Russie

LA BOURGEOISIE ET LA GUERRE

Il y a un domaine où le gouvernement russe ne s'est pas laissé distancer par ses confrères européens : tout comme eux, il a su duper « son » peuple dans des proportions grandioses. Un immense, un monstrueux appareil de mensonge et de manœuvres savantes a été mis en jeu également en Russie pour inoculer aux masses le chauvinisme et leur faire admettre que le gouvernement tsariste mène une guerre « juste », qu'il défend avec désintéressement ses « frères slaves », etc.

La classe des gros propriétaires fonciers et la grande bourgeoisie industrielle et commerciale ont soutenu avec ardeur la politique belliciste du gouvernement du tsar. Ils attendent avec juste raison d'immenses profits et privilèges matériels du partage de l'héritage turc et autrichien. Nombreux sont leurs congrès qui supputent déjà les bénéfices dont s'empliraient leurs poches en cas de victoire de l'armée tsariste. En outre, les réactionnaires comprennent fort bien que si quelque chose est encore capable d'ajourner la chute de la monarchie des Romanov et de retarder l'avènement d'une nouvelle révolution en Russie, ce ne peut être qu'une guerre extérieure victorieuse pour le tsar.

De larges couches de la bourgeoisie « moyenne » des villes, des intellectuels bourgeois, des représentants des professions libérales, etc., ont également été contaminées, ont au moins au début de la guerre, par le chauvinisme. Le parti de la bourgeoisie libérale russe, les cadets, a soutenu entièrement et sans réserve le gouvernement du tsar. En matière de politique étrangère, les cadets sont depuis longtemps un parti gouvernemental. Le panslavisme, au moyen duquel la diplomatie tsariste a plus d'une fois perpétré ses grandioses fourberies politiques, est devenu l'idéologie officielle des cadets. Le libéralisme russe a dégénéré en national-libéralisme. Il rivalise de « patriotisme » avec les Cent-Noirs, vote toujours volontiers pour le renforcement de l'armée, de la marine de guerre, etc. On observe dans le camp du libéralisme russe à peu près le même phénomène qu'entre 1870 et 1880 en Allemagne, quand le libéralisme « libre penseur » s'est désagrégé et a donné naissance au parti national-libéral. La bourgeoisie libérale russe s'est définitivement engagée dans la voie de la contre-révolution. Le point de vue du POSDR dans cette question s'est entièrement confirmé. La conception de nos oppor-

tunistes selon laquelle le libéralisme russe serait encore la force motrice de la révolution en Russie été battue en brèche par la vie.

La clique dirigeante a également réussi, avec le concours de la presse bourgeoise, du clergé, etc., à susciter un état d'esprit chauvin parmi la paysannerie. Mais à mesure que les soldats rentreront des champs de carnage, l'état d'esprit à la campagne se modifiera certainement dans un sens hostile à la monarchie tsariste. Les partis démocrates bourgeois qui touchent de près à la paysannerie n'ont pas résisté à la vague de chauvinisme. Le parti des trouroviks a refusé, à la Douma d'État, de voter les crédits militaires. Mais, par la bouche de son chef Kerenski, il a donné lecture d'une déclaration « patriotique » qui faisait parfaitement le jeu de la monarchie. Toute la presse légale des « populistes » a, dans les grandes lignes, emboîté le pas aux libéraux. Même l'aile gauche de la démocratie bourgeoise, le parti dit socialiste-révolutionnaire, affilié au Bureau Socialiste International, a suivi le même courant. Les interventions du représentant de ce parti au BSI, M. Roubanovitch, sont celles d'un social-chauvin avéré. La moitié des délégués de ce parti à la conférence des socialistes de l' « Entente » à Londres a voté la résolution chauvine (pendant que l'autre moitié s'abstenait). Dans la presse illégale des socialistes-révolutionnaires (le journal *Novosti*, etc.), ce sont les chauvins qui prédominent. Les révolutionnaires « issus d'un milieu bourgeois », c'est-à-dire les révolutionnaires bourgeois qui ne sont pas liés à la classe ouvrière, ont essuyé une défaite cuisante dans cette guerre. Le triste sort de Kropotkine, Bourtsev et Roubanovitch est extrêmement significatif.

LA CLASSE OUVRIÈRE ET LA GUERRE

Le prolétariat est la seule classe, en Russie, à laquelle on ne soit pas parvenu à inoculer le virus du chauvinisme. Les quelques excès du début de la guerre n'ont affecté que les couches les plus arriérées des ouvriers. La participation des ouvriers aux scandaleuses manifestations de Moscou contre les Allemands a été fortement exagérée. D'une façon générale, la classe ouvrière de Russie s'est révélée immunisée contre le chauvinisme.

Cela s'explique par la situation révolutionnaire dans le pays et les conditions générales d'existence du prolétariat de Russie.

Les années 1912-1914 ont marqué le début d'un nouvel et prodigieux essor révolutionnaire en Russie. Nous avons de nouveau

assisté à un vaste mouvement de grève, sans précédent dans le monde. La grève révolutionnaire de masse a englobé en 1913, selon les estimations les plus modestes, un million et demi de participants ; en 1914, elle en comptait plus de 2 millions et se rapprochait du niveau de 1905.

À la veille de la guerre, à Petersburg, on en était déjà aux premiers combats de barricades.

Le Parti ouvrier social-démocrate de Russie, parti illégal, a rempli son devoir vis-à-vis de l'Internationale. Le drapeau de l'internationalisme n'a pas tremblé dans ses mains. Notre parti a depuis longtemps rompu sur le terrain de l'organisation avec les groupes et les éléments opportunistes. Il n'avait pas à traîner derrière lui le boulet de l'opportunisme et de la « légalité à tout prix ». Et c'est ce qui lui a permis de remplir son devoir révolutionnaire, de même que la scission avec le parti opportuniste de Bissolati a aidé les camarades italiens.

La situation d'ensemble dans notre pays est défavorable à l'épanouissement de l'opportunisme « socialiste » au sein des masses ouvrières. Nous avons en Russie bien des nuances de l'opportunisme et du réformisme parmi les intellectuels, dans la petite bourgeoisie, etc. Mais cet opportunisme ne compte qu'une minorité infime d'adeptes dans les couches ouvrières politiquement actives. La catégorie des ouvriers et des employés privilégiés est très peu nombreuse. Le fétichisme de la légalité ne pouvait naître parmi nous. Les liquidateurs (le parti des opportunistes, dirigé par Axelrod, Potressov, Tchérévanine, Maslov, etc.) ne jouissaient avant la guerre d'aucun appui sérieux dans les masses ouvrières. À la 4^e Douma d'État, les six députés ouvriers étaient tous adversaires du courant liquidateur. Le tirage de la presse ouvrière légale à Petrograd et à Moscou et les résultats des souscriptions ont montré irréfutablement que les quatre cinquièmes des ouvriers conscients sont hostiles à l'opportunisme et au courant liquidateur.

Dès le début de la guerre, le gouvernement tsariste fit arrêter et déporter des milliers et des milliers d'ouvriers avancés, membres de notre POSDR illégal. Ce fait, à côté de la proclamation de la loi martiale dans le pays, de l'interdiction de nos journaux, etc., eut pour effet de retarder le mouvement. Mais notre parti n'en poursuit pas moins son action révolutionnaire clandestine. À Petrograd, le comité de notre parti fait paraître un journal illégal, le *Prolétarski Goloss*.

Les articles de l'organe central *Le Social-Démocrate*, publié à l'étranger, sont réimprimés à Petrograd et expédiés en province. On fait paraître des tracts illégaux, diffusés jusque dans les casernes. Hors de la ville, dans divers coins retirés, se tiennent des réunions ouvrières illégales. Ces derniers temps, on a vu éclater à Petrograd d'importantes grèves de métallurgistes. À l'occasion de ces grèves, notre Comité de Petrograd a lancé plusieurs appels adressés aux ouvriers.

LA FRACTION OUVRIÈRE SOCIAL-DÉMOCRATE DE RUSSIE À LA DOUMA D'ÉTAT ET LA GUERRE

En 1913, une scission se fit parmi les députés sociaux-démocrates à la Douma d'État. D'un côté se trouvèrent sept partisans de l'opportunisme, dirigés par Tchkhéidzé, qui avaient été élus par sept provinces non prolétariennes comptant 214 000 ouvriers. De l'autre, six députés, tous de la curie ouvrière, qui étaient les élus des centres les plus industriels de la Russie, comptant 1 008 000 ouvriers.

Le principal sujet de désaccord était : tactique du marxisme révolutionnaire ou tactique du réformisme opportuniste. Pratiquement, le désaccord s'affirmait surtout dans le domaine de l'activité extraparlamentaire parmi les masses. Cette activité devait être menée en Russie illégalement si ses promoteurs voulaient rester sur le terrain révolutionnaire. La fraction Tchkhéidzé demeura l'alliée la plus fidèle des liquidateurs, qui désavouaient le travail clandestin ; elle les défendait parmi les ouvriers, à toutes les réunions. D'où la scission. Les six députés formèrent la Fraction ouvrière social-démocrate de Russie. Une année de travail montre irréfutablement qu'elle ralliait autour d'elle l'immense majorité des ouvriers russes.

Au début de la guerre, le désaccord devint manifeste. La fraction Tchkhéidzé se réfugia sur le terrain strictement parlementaire. Elle ne vota pas les crédits, car autrement elle aurait provoqué contre elle une tempête d'indignation chez les ouvriers. (Nous avons vu qu'en Russie, même les Troudoviks petits-bourgeois n'ont pas voté les crédits.) Mais elle n'éleva pas non plus de protestation contre le social-chauvinisme.

La Fraction ouvrière social-démocrate de Russie, qui exprimait la ligne politique de notre parti, se comporta autrement. Elle porta la protestation contre la guerre au plus profond de la classe ouvrière, elle fit de la propagande contre l'impérialisme au sein des masses prolétariennes russes.

Et elle fut accueillie avec une très grande sympathie par les ouvriers, ce qui eut pour effet d'effrayer le gouvernement et de l'obliger, en violation évidente de ses propres lois, à faire arrêter nos camarades députés

qui furent condamnés à la déportation à vie en Sibérie. Dès son premier communiqué officiel relatif à l'arrestation de nos camarades, le gouvernement tsariste annonçait :

Certains membres des sociétés sociaux-démocrates, qui se sont assigné comme but d'ébranler la puissance militaire de la Russie en faisant de l'agitation contre la guerre au moyen de proclamations clandestines et d'une propagande orale, ont pris à cet égard une position toute particulière.

Lorsque parut l'appel bien connu de Vandervelde invitant à suspendre « momentanément » la lutte contre le tsarisme, il ressort maintenant des témoignages du prince Koudachev, ministre du tsar en Belgique, que Vandervelde n'a pas rédigé cet appel tout seul, mais en collaboration avec ledit ministre du tsar, *seul* notre parti, représenté par son Comité Central, y répondit par la négative. Le centre dirigeant des liquidateurs accepta la proposition de Vandervelde et déclara officiellement dans la presse que, « *dans son activité, il ne s'opposait pas à la guerre* ».

Le gouvernement tsariste accusa avant tout nos camarades députés d'avoir propagé parmi les ouvriers notre réponse négative à Vandervelde.

Au procès, le procureur tsariste Nénarokomov cita en exemple à nos camarades les socialistes allemands et français :

Les sociaux-démocrates allemands, a-t-il dit, ont voté les crédits militaires et se sont montrés les amis du gouvernement. Ainsi ont agi les sociaux-démocrates d'Allemagne, tandis que les tristes paladins de la sociale-démocratie russe en ont décidé autrement... Les socialistes de Belgique et de France ont tous comme un seul homme oublié leurs dissensions avec les autres classes, oublié les différends de parti et se sont rendus sans hésitation sous les drapeaux.

Tandis que les membres de la Fraction ouvrière social-démocrate de Russie, exécutant les directives du comité central du parti, agirent tout autrement... Le procès évoqua en un tableau saisissant le vaste travail illégal d'agitation contre la guerre déployé par notre parti au sein des masses prolétariennes. Le tribunal tsariste ne réussit certes pas, bien loin de là, à « déceler » l'activité de nos camarades dans ce domaine. Mais ce qui avait été décelé suffit à prouver l'importance du travail accompli en un bref laps de temps, en quelques mois.

Au cours du procès, lecture fût donnée des proclamations de nos groupes et comités contre la guerre et pour une tactique internationaliste. Les ouvriers conscients de tout le pays étaient en liaison avec la

Fraction ouvrière social-démocrate de Russie, qui s'efforçait, dans la mesure de ses moyens, de les aider à porter un jugement sur la guerre du point de vue du marxisme

Le camarade Mouranov, député des ouvriers de la province de Khar-kov, a déclaré devant le tribunal :

Conscient de ne pas avoir été envoyé par le peuple à la Douma d'État pour rester vissé à mon fauteuil de député, je me rendais en province pour connaître l'état d'esprit de la classe ouvrière.

Il a reconnu aussi, au cours du procès, avoir assumé les fonctions d'agitateur illégal de notre parti, avoir organisé dans l'Oural un comité ouvrier à l'usine de Verkh-Issetski, et ailleurs. Le procès a montré qu'après le début de la guerre, les membres de la fraction avaient fait le tour de presque toute la Russie aux fins de propagande ; que Mouranov, Pétrovski, Badaïev, etc., avaient organisé de nombreuses réunions ouvrières au cours desquelles étaient adoptées des résolutions contre la guerre, etc.

Le gouvernement tsariste menaçait les inculpés de la peine de mort. Ce qui fait qu'au cours même du procès, tous ne se sont pas montrés aussi courageux que le camarade Mouranov. Ils se sont attachés à compliquer la tâche des procureurs tsaristes qui cherchaient à obtenir leur condamnation. C'est ce dont profitent indignement aujourd'hui les sociaux-chauvins russes pour estomper le fond de la question : de quel parlementarisme la classe ouvrière a-t-elle besoin ?

Le parlementarisme est reconnu par Südekum et par Heine, par Sembat et par Vaillant, par Bissolati et par Mussolini et par Tchkhéidzé et par Plékhanov. Le parlementarisme est également reconnu par nos camarades de la Fraction ouvrière social-démocrate de Russie, de même que par les camarades bulgares et italiens qui ont rompu avec les chauvins. Il y a parlementarisme et parlementarisme. Les uns utilisent la tribune parlementaire pour se faire bien voir de leurs gouvernements, ou en mettant les choses au mieux, pour tirer leur épingle du jeu, comme la fraction Tchkhéidzé. D'autres mettent à profit le parlementarisme pour rester des révolutionnaires jusqu'au bout, pour remplir leur devoir de socialistes et d'internationalistes, si difficiles que soient les circonstances. L'activité parlementaire des uns les conduit en prison, en déportation, au bagne. Les uns servent la bourgeoisie ; les autres le prolétariat. Les uns sont sociaux-impérialistes. Les autres sont des marxistes-révolutionnaires.

3 / la reconstitution de l'Internationale

Comment reconstituer l'Internationale ? Mais, tout d'abord, quelques mots pour dire comment il ne faut pas reconstituer l'Internationale.

LA MÉTHODE DES SOCIAUX-CHAUVINS ET DU « CENTRE »

Oh, les sociaux-chauvins de tous les pays sont de grands « internationalistes » ! Depuis le début de la guerre, ils sont accablés de soucis pour l'Internationale. D'une part, ils assurent qu'il est « exagéré » de parler d'une *faillite* de l'Internationale. En réalité, il ne s'est rien passé d'extraordinaire. Écoutez Kautsky : tout simplement, l'Internationale est « un instrument du temps de paix » ; il est bien naturel qu'en temps de guerre cet instrument ne se soit pas montré tout à fait à la hauteur. D'autre part, les sociaux-chauvins de tous les pays ont trouvé un moyen très simple —et, qui plus est, internationaliste— de s'en tirer. Le moyen n'est pas compliqué : il suffit d'attendre la fin de la guerre ; jusqu'à la cessation de la guerre, les socialistes de chaque pays doivent défendre leur « patrie » et soutenir « leur » gouvernement ; la guerre finie, on « s'amnistiera » les uns les autres, on reconnaîtra que tout le monde avait raison, qu'en temps de paix nous vivons comme des frères, mais qu'en temps de guerre, sur la base précise de telles et telles résolutions, nous appelons les ouvriers allemands à exterminer leurs frères français, et inversement.

Kautsky, Plékhanov, Victor Adler et Heine sont tous d'accord là-dessus. Victor Adler écrit que « *cette dure époque une fois révolue, notre premier devoir sera de ne pas nous chercher chicane les uns aux autres* ». Kautsky affirme que, « *jusqu'à présent, on n'a entendu nulle part aucun des socialistes sérieux faire de déclaration laissant mal augurer* » du sort de l'Internationale. Plékhanov dit qu'il est « désagréable de ser- rer des mains (de sociaux-démocrates allemands) maculées du sang de victimes innocentes ». Mais il offre aussitôt l'« amnistie » : « *il serait tout indiqué en l'occurrence, écrit-il, de soumettre le cœur à la raison. Au nom de sa grande mission, l'Internationale devra tenir compte même des regrets tardifs* ». Heine, dans les *Sozialistische Monatshefte*, qualifie de « *courageuse et fière* » l'attitude de Vandervelde et la cite en exemple aux gauches allemands.

En un mot, quand la guerre sera finie, nommez une commission composée de Kautsky et de Plekhanov, de Vandervelde et d'Adler, et alors une résolution « unanime » dans l'esprit d'une amnistie mutuelle sera

rédigée en un tournemain. La controverse sera heureusement estompée. Au lieu d'aider les ouvriers à voir clair dans ce qui s'est passé, on les trompera au moyen d'une apparente « unité » sur le papier. L'union des sociaux-chauvins et des hypocrites de tous les pays sera baptisée reconstitution de l'Internationale.

Inutile de se le dissimuler : le danger d'une pareille « reconstitution » est très grand. Les sociaux-chauvins de tous les pays y ont tous également intérêt. Aucun d'entre eux ne veut que les masses ouvrières de son pays démêlent par elles-mêmes la question : socialisme *ou* nationalisme. Tous ont également intérêt à dissimuler mutuellement leurs péchés. Aucun ne peut rien proposer d'autre que ce que propose Kautsky, ce virtuose de l'hypocrisie « internationaliste ».

Or, l'on ne se rend guère compte de ce danger. Nous avons été témoins, depuis un an que dure la guerre, de bien des tentatives visant à renouer les liens internationaux. Nous ne parlerons pas des conférences de Londres et de Vienne où des chauvins avérés s'étaient réunis pour aider les états-majors généraux et la bourgeoisie de leurs « patries ». Nous pensons aux conférences de Lugano et de Copenhague, à la Conférence internationale des femmes et à la Conférence internationale des jeunes. Ces assemblées étaient animées des meilleures intentions. Mais elles n'ont absolument pas vu ce danger. Elles n'ont pas arrêté une ligne de combat internationaliste. Elles n'ont pas montré au prolétariat le danger auquel l'expose la méthode sociale-chauvine de « reconstitution » de l'Internationale. Dans le meilleur des cas, elles se sont bornées à reprendre d'anciennes résolutions, sans indiquer aux ouvriers qu'à défaut d'une lutte contre les sociaux-chauvins, la cause du socialisme est sans espoir. Dans le meilleur des cas, elles n'ont fait que marquer le pas.

LA SITUATION AU SEIN DE L'OPPOSITION

Il est hors de doute que la situation au sein de l'opposition social-démocrate allemande présente le plus vif intérêt pour tous les internationalistes. La sociale-démocratie allemande officielle, qui était le parti le plus fort, le parti dirigeant, au sein de la 2^e Internationale, a porté le coup le plus dur à l'organisation internationale des ouvriers. Mais c'est aussi dans la sociale-démocratie allemande que l'opposition s'est avérée la plus forte. Parmi les grands partis européens, c'est dans la sociale-démocratie allemande que les camarades demeurés fidèles au drapeau du socialisme ont été les premiers à élever une vigoureuse protestation. C'est avec joie que nous avons lu les revues *Lichtstrahlen* et *Die Internationale*. C'est avec plus de joie encore que nous avons

appris la diffusion en Allemagne de proclamations révolutionnaires illégales, comme, par exemple : *L'ennemi principal se trouve dans notre propre pays*.

Cela montrait que l'esprit du socialisme était vivace parmi les ouvriers allemands, qu'il existait encore des hommes, en Allemagne, capables de défendre le marxisme révolutionnaire.

C'est au sein de la sociale-démocratie allemande que s'est affirmée avec le plus de relief la scission dans le socialisme contemporain. Nous y voyons se manifester très nettement trois tendances : les opportunistes chauvins qui n'ont atteint nulle part autant qu'en Allemagne ce degré de déchéance et de reniement ; le « centre » kautskiste qui s'y est avéré parfaitement impuissant à remplir tout autre rôle que celui de serviteur des opportunistes ; et la gauche qui représente les seuls sociaux-démocrates d'Allemagne.

Ce qui nous intéresse le plus, naturellement, c'est la situation au sein de la gauche allemande. Nous y voyons des camarades qui sont l'espoir de tous les éléments internationalistes.

Quelle est donc cette situation ?

La revue *Die Internationale* avait parfaitement raison lorsqu'elle affirmait que tout, dans la gauche allemande, en est encore au stade de la fermentation, qu'il y aura encore de grands regroupements, qu'il y a dans son sein des éléments plus résolus et d'autres qui le sont moins.

Nous ne prétendons évidemment pas le moins du monde, nous autres internationalistes russes, nous mêler des affaires intérieures de nos camarades de la gauche allemande. Nous comprenons qu'eux seuls sont pleinement compétents pour fixer leurs méthodes de lutte contre les opportunistes, en tenant compte des circonstances de temps et de lieu. Seulement, nous estimons avoir le droit et le devoir d'exprimer ouvertement notre opinion sur la situation.

Nous sommes convaincus que l'éditorialiste de la revue *Die Internationale* avait parfaitement raison lorsqu'il affirmait que le « centre » kautskiste était plus préjudiciable au marxisme que le social-chauvinisme déclaré. Estomper maintenant les divergences, prêcher aux ouvriers sous couleur de marxisme ce que prêche le kautskisme, c'est, endormir les ouvriers, c'est être plus nuisible que les Südekum et les Heine, qui posent la question de front et obligent les ouvriers à y voir clair.

La fronde contre les « instances supérieures », que Kautsky et Haase se permettent depuis quelque temps, ne doit induire personne en erreur. Les divergences entre eux et les Scheidemann ne sont pas des diver-

gences de principe. Les uns estiment que Hindenburg et Mackensen ont déjà vaincu, et que l'on peut à présent se payer le luxe de protester contre les annexions. Les autres estiment que Hindenburg et Mackensen n'ont pas *encore* vaincu, et que, par suite, il faut « tenir jusqu'au bout ».

Le kautskisme ne mène contre les « instances supérieures » qu'une lutte de façade à seule fin de dissimuler, après la guerre, aux yeux des ouvriers le débat de principe et d'escamoter la question par une mille et unième résolution ronflante rédigée dans un esprit vaguement « gauchiste », art en lequel les diplomates de la 2^e Internationale sont passés maîtres.

On conçoit fort bien que, dans la lutte difficile contre les « instances supérieures », l'opposition allemande doive utiliser aussi cette fronde sans principe du kautskisme. Mais la pierre de touche, pour tout internationaliste, doit demeurer l'attitude négative à l'égard du néo-kautskisme. Seul est un véritable internationaliste celui qui combat le kautskisme, qui comprend que le « centre », *même après* le prétendu tournant de ses chefs, reste, quant aux principes, l'allié des chauvins et des opportunistes.

Notre attitude envers les éléments hésitants au sein de l'Internationale, en général, a une importance considérable. Ces éléments - les socialistes de nuance pacifiste surtout - existent aussi bien dans les pays neutres que dans certains pays belligérants (par exemple, en Angleterre, le Parti Ouvrier Indépendant). Ils peuvent être nos compagnons de route. Un rapprochement avec eux contre les sociaux-chauvins est indispensable. Mais il ne faut pas oublier que ce sont seulement des compagnons de route et que, pour le principal, l'essentiel, lorsqu'il s'agira de reconstituer l'Internationale, ils ne seront pas avec nous, mais contre nous, qu'ils suivront Kautsky, Scheidemann, Vandervelde, Sembat. Dans les délibérations internationales on ne peut limiter son programme à ce qui est acceptable pour ces éléments. Sinon, nous serons nous-mêmes prisonniers des pacifistes hésitants. C'est ce qui s'est passé, par exemple, à la Conférence internationale des femmes à Berne. La délégation allemande, qui partageait le point de vue de la camarade Clara Zetkin, a pratiquement joué à cette conférence le rôle de « centre ». La conférence féminine n'a dit que ce qui était acceptable pour les déléguées du parti hollandais opportuniste de Troelstra et pour les déléguées de l'ILP, lequel - ne l'oublions pas - a voté pour la résolution de Vandervelde à la conférence des chauvins de l'« Entente » à Londres. Nous respectons hautement l'ILP pour sa lutte courageuse contre le gouvernement anglais pendant la guerre.

Mais nous savons que ce parti ne s'est jamais placé, ni ne se place, sur le terrain du marxisme. Or, nous estimons que la tâche principale de l'opposition sociale-démocrate est, à l'heure actuelle, de lever le drapeau du marxisme révolutionnaire, de dire aux ouvriers avec fermeté et précision notre point de vue sur les guerres impérialistes, de lancer le mot d'ordre des actions révolutionnaires de masse, c'est-à-dire de faire de l'époque des guerres impérialistes le début d'une époque de guerres civiles.

Des éléments sociaux-démocrates révolutionnaires existent, en dépit de tout, dans maints pays. Ils existent en Allemagne, en Russie, en Scandinavie (la tendance influente représentée par le camarade Höglund), dans les Balkans (le parti des « Étroits » bulgares), en Italie, en Angleterre (une fraction du Parti socialiste britannique), en France (Vaillant lui-même a reconnu dans *L'Humanité* avoir reçu des lettres de protestation émanant d'internationalistes, mais il s'est bien gardé d'en publier une seule intégralement), en Hollande (les Tribunistes), etc. Cimentez ces éléments marxistes, si peu nombreux qu'ils soient au début, rappeler en leur nom les paroles aujourd'hui oubliées du socialisme authentique, convier les ouvriers de tous les pays à rompre avec les chauvins et à se ranger sous le vieux drapeau du marxisme : telle est la tâche de l'heure.

Les délibérations touchant les programmes dits « d'action » se bornaient jusqu'ici à proclamer plus ou moins intégralement un programme de pacifisme pur et simple. Le marxisme n'est pas le pacifisme. Lutter pour la cessation la plus rapide de la guerre est chose indispensable. Mais c'est seulement lorsqu'on appelle à la lutte révolutionnaire que la revendication de la « paix » prend un sens prolétarien. Sans une série de révolutions, la paix dite démocratique est une utopie petite-bourgeoise. Le seul véritable programme d'action serait un programme *marxiste* fournissant aux masses une réponse complète et claire sur ce qui s'est passé, une réponse expliquant ce qu'est l'impérialisme et comment il faut le combattre, déclarant ouvertement que la faillite de la 2^e Internationale a été amenée par l'opportunisme, et appelant ouvertement à fonder une Internationale marxiste sans les opportunistes et *contre* eux. Seul un tel programme, montrant que nous avons confiance en nous-mêmes et dans le marxisme, et que nous déclarons à l'opportunisme une lutte sans merci, nous assurerait tôt ou tard la sympathie des masses véritablement prolétariennes.

LE PARTI OUVRIER SOCIAL-DÉMOCRATE DE RUSSIE ET LA 3^E INTERNATIONALE

Le POSDR s'est depuis longtemps séparé de ses opportunistes. À présent, les opportunistes russes sont devenus, qui plus est, des chauvins. Cela ne fait que nous confirmer dans l'opinion que cette scission était nécessaire dans l'intérêt du socialisme. Nous avons la conviction que les divergences actuelles entre sociaux-démocrates et sociaux-chauvins ne sont nullement moindres qu'elles ne l'étaient entre socialistes et anarchistes, au moment où les sociaux-démocrates se sont séparés de ces derniers. L'opportuniste Monitor a eu raison de dire, dans les *Preussische Jahrbücher*, que l'unité actuelle est avantageuse pour les opportunistes et pour la bourgeoisie, car elle oblige les gauches à se soumettre aux chauvins et empêche les ouvriers de voir clair dans les controverses et de créer un parti bien à eux, réellement ouvrier, réellement socialiste. Nous avons la conviction la plus profonde que, dans l'état actuel des choses, la scission avec les opportunistes et les chauvins est le premier devoir d'un révolutionnaire, de même que la scission avec les jaunes, les antisémites, les syndicats ouvriers libéraux, etc., était nécessaire pour éclairer au plus vite les ouvriers arriérés et les entraîner dans les rangs du parti social-démocrate.

La 3^e Internationale, à notre avis, devrait être fondée précisément sur cette base révolutionnaire. Pour notre parti, la question de l'opportunité d'une rupture avec les sociaux-chauvins ne se pose pas. Il l'a tranchée une fois pour toutes. Seule existe pour lui la question de savoir si la chose est réalisable dans un proche avenir à l'échelle internationale.

On conçoit parfaitement que, pour fonder une organisation marxiste internationale, il faut que la volonté de créer des partis marxistes indépendants existe dans les différents pays. L'Allemagne, pays du mouvement ouvrier le plus ancien et le plus puissant, a une importance décisive. Le proche avenir montrera si les conditions sont déjà mûres pour constituer une nouvelle Internationale marxiste. Si oui, notre parti adhèrera avec joie à cette 3^e Internationale, épurée de l'opportunisme et du chauvinisme. Sinon, cela voudra dire que cette épuration exige encore une évolution plus ou moins longue. Dans ce cas, notre parti formera l'opposition extrême au sein de l'ancienne Internationale, jusqu'à ce que se constitue dans les différents pays la base d'une association ouvrière internationale se situant sur le terrain du marxisme révolutionnaire.

Nous ne savons ni ne pouvons savoir comment les choses évolueront dans les prochaines années sur le plan international. Mais, ce que nous

savons à coup sûr, ce dont nous sommes fermement convaincus, c'est que notre parti, dans notre pays, au sein de notre prolétariat, travaillera inlassablement dans cette direction et, par toute son activité quotidienne, créera une section russe de l'Internationale marxiste.

En Russie non plus, il ne manque ni de sociaux-chauvins avérés ni de groupes du « centre ». Ces gens lutteront contre la formation d'une Internationale marxiste. Nous savons que Plekhanov se place sur le même terrain de principe que Südekum et que, dès maintenant, il lui tend la main. Nous savons que le « Comité d'organisation » dirigé par Axelrod prêche le kautskisme sur le terrain russe. Sous couleur d'unité de la classe ouvrière, ces gens-là prêchent l'unité avec les opportunistes et, par leur truchement, avec la bourgeoisie. Mais tout ce que nous savons du mouvement ouvrier actuel en Russie nous donne la pleine assurance que le prolétariat conscient de Russie restera, comme par le passé, avec notre parti.

4 / l'histoire de la scission et la situation actuelle de la sociale-démocratie en Russie

La tactique du POSDR à l'égard de la guerre, que nous avons exposée plus haut, découle nécessairement de trente années de développement de la sociale-démocratie en Russie. Il est impossible de bien comprendre cette tactique, pas plus que la situation actuelle de la sociale-démocratie dans notre pays, sans réfléchir à l'histoire de notre parti. Aussi devons-nous rappeler au lecteur les grandes lignes de cette histoire.

La sociale-démocratie est née en tant que courant idéologique en 1883, lorsque le groupe Libération du travail exposa méthodiquement pour la première fois, à l'étranger, les conceptions sociaux-démocrates appliquées à la Russie. Jusque vers 1890, la sociale-démocratie resta un courant d'idées, sans lien avec le mouvement ouvrier de masse en Russie. Après 1890, la poussée sociale, l'effervescence et le mouvement gréviste des ouvriers firent de la sociale-démocratie une force politique active, indissolublement liée à la lutte (économique aussi bien que politique) de la classe ouvrière. Or, à cette même époque, commence la scission de la sociale-démocratie en « économistes » et « iskristes ».

LES « ÉCONOMISTES » ET L'ANCIENNE ISKRA (1894-1903)

« L'économisme » fut un courant opportuniste au sein de la sociale-démocratie russe. Son essence politique se réduisait au programme suivant : « Aux ouvriers, la lutte économique ; aux libéraux, la lutte poli-

tique. » Son principal appui théorique était ce qu'on appelait le « marxisme légal » ou « strouvisme », qui « reconnaissait » un « marxisme » complètement vidé de tout esprit révolutionnaire et adapté aux besoins de la bourgeoisie libérale. Invoquant l'état arriéré de la masse des ouvriers en Russie, et désireux « d'aller avec les masses », les « économistes » limitaient les objectifs et l'ampleur du mouvement ouvrier à la lutte économique et au soutien politique du libéralisme, sans s'assigner des tâches politiques indépendantes, ni aucun objectif révolutionnaire.

L'ancienne *Iskra* (1900-1903) lutta victorieusement contre « l'économisme » au nom des principes de la sociale-démocratie révolutionnaire. Toute l'élite du prolétariat conscient se rangea aux côtés de l'*Iskra*. À quelques années de la révolution, la sociale-démocratie présenta un programme hautement conséquent et intransigeant. La lutte des classes et l'action des masses au cours de la révolution de 1905 confirmèrent ce programme. Les « économistes » s'adaptaient au retard des masses. L'*Iskra* forma une avant-garde ouvrière capable de mener les masses en avant. Les arguments actuels des sociaux-chauvins (sur la nécessité de compter avec la masse, sur le caractère progressiste de l'impérialisme, sur les « illusions » des révolutionnaires, etc.) avaient déjà tous été formulés par les économistes. La Russie sociale-démocrate connut il y a vingt ans une révision opportuniste du marxisme à la sauce « strouviste ».

LE MENCHEVISME ET LE BOLCHEVISME (1903-1908)

L'époque de la révolution démocratique bourgeoise suscita au sein de la sociale-démocratie une nouvelle lutte de tendances qui fut le prolongement direct de la précédente. L'« économisme » se mua en « menchevisme ». La défense de la tactique révolutionnaire de l'ancienne *Iskra* donna naissance au « bolchevisme ».

Dans la période orageuse de 1905-1907, le menchevisme s'affirma comme un courant opportuniste soutenu par les bourgeois libéraux, et qui introduisait les tendances de la bourgeoisie libérale dans le mouvement ouvrier. L'adaptation de la lutte de la classe ouvrière au libéralisme, telle en était l'essence. Au contraire, le bolchevisme assignait comme tâche aux ouvriers sociaux-démocrates d'entraîner la paysannerie démocratique à la lutte révolutionnaire en dépit des flottements et des trahisons du libéralisme. Et les masses ouvrières, ainsi que le reconnurent plus d'une fois les mencheviks eux-mêmes, suivirent pendant la révolution les bolcheviks dans toutes les actions importantes.

La révolution de 1905 vérifia, consolida, approfondit et trempa au combat la tactique social-démocrate révolutionnaire intransigeante en Russie. L'action ouverte des classes et des partis révéla maintes fois la liaison

de l'opportunisme social-démocrate (le « menchevisme ») avec le libéralisme,

LE MARXISME ET LE COURANT LIQUIDATEUR (1908-1914)

L'époque contre-révolutionnaire mit de nouveau à l'ordre du jour, sous une forme absolument nouvelle, l'alternative : tactique opportuniste ou tactique révolutionnaire de la sociale-démocratie. Le courant principal du menchevisme, en dépit des protestations formulées par nombre de ses meilleurs représentants, engendra le courant liquidateur, la renonciation à la lutte pour une nouvelle révolution en Russie, l'abandon de l'organisation et de l'action illégales, des railleries méprisantes à l'égard de l'« action clandestine », du mot d'ordre de la république, etc. Le groupe de publicistes « légaux » de la revue *Nacha Zaria* (MM. Potressov, Tchérévanine, etc.) constitua un noyau indépendant du vieux parti social-démocrate, et que la bourgeoisie libérale de Russie, désireuse de détourner les ouvriers de la lutte révolutionnaire, soutenait, exaltait et choyait de mille manières.

Ce groupe d'opportunistes fut exclu du parti à la conférence du POSDR de janvier 1912, qui reconstitua le parti malgré la résistance éperdue de toute une série de groupes et groupuscules établis à l'étranger. Pendant plus de deux ans (début de 1912-milieu de 1914) se poursuivit une lutte acharnée entre les deux partis sociaux-démocrates : le Comité central élu en janvier 1912 et le « Comité d'organisation », qui ne reconnaissait pas la Conférence de janvier et voulait reconstituer le parti d'une manière différente en maintenant l'unité avec le groupe de « *Nacha Zaria* ». Une âpre bataille se livra entre les deux quotidiens ouvriers (la *Pravda* et le *Loutch* ainsi que leurs successeurs), et entre les deux fractions sociaux-démocrates à la IV^e Douma d'État (la « Fraction ouvrière social-démocrate de Russie » des pravadistes ou marxistes, et la « Fraction social-démocrate » des liquidateurs avec à sa tête Tchkhéidzé).

En défendant la fidélité aux enseignements révolutionnaires du parti, en prêtant appui à l'essor du mouvement ouvrier qui s'amorçait à cette époque (surtout après le printemps 1912), en combinant l'organisation légale et illégale, la presse et le travail d'agitation, les « pravadistes » rallièrent autour d'eux l'immense majorité de la classe ouvrière consciente, alors que les liquidateurs qui agissaient comme force politique uniquement en tant que groupe de *Nacha Zaria*, bénéficiaient de larges appuis auprès des éléments bourgeois libéraux.

Les versements ouvertement effectués par les groupes ouvriers aux journaux des deux partis, qui étaient à l'époque le mode de *cotisation* adopté par la sociale-démocratie russe, compte tenu des conditions du pays (le seul mode qui fût légalement et librement contrôlable par tous), confirmèrent nettement que la source de la force et de l'influence des

« pravdistes » (marxistes) était prolétarienne, et que celle des liquidateurs (et de leur « Comité d'organisation ») était libérale bourgeoise. Voici de brèves données sur ces versements dont il a été rendu compte en détail dans le livre *Le Marxisme et le courant liquidateur*, et en abrégé dans le journal social-démocrate allemand *Leipziger Volkszeitung* du 21 juillet 1914.

Nombre et montant des versements effectués aux journaux quotidiens de Petersburg, marxistes (pravdistes) et liquida-

	Pravdistes	Liquidateurs		
	Nombre versements	Montant total (roubles)	Nombre versements	Montant total (roubles)
Groupes ouvriers	2 873	18 934	671	5 296
Autre provenance	713	2 650	453	6 760

teurs, du 1^{er} janvier au 13 mai 1914

Ainsi, notre parti groupait en 1914 autour de la tactique social-démocrate révolutionnaire les 4/5 des ouvriers conscients de Russie. Pour toute l'année 1913, le nombre des cotisations versées par les groupes ouvriers s'élevait à 2 181 chez les pravdistes et à 661 chez les liquidateurs. Du 1^o janvier 1913 au 13 mai 1914 le montant total est de 5 054 cotisations versées par les groupes ouvriers aux « pravdistes » (c'est-à-dire à notre parti) et 1 332, soit 20,80 % versées aux liquidateurs.

LE MARXISME ET LE SOCIAL-CHAUVINISME (1914-1915)

La grande guerre européenne de 1914-1915 a permis à tous les sociaux-démocrates européens, y compris les russes, de vérifier leur tactique en fonction d'une crise d'importance mondiale. Le caractère réactionnaire, spoliateur, esclavagiste de la guerre est infiniment plus frappant du côté du tsarisme que du côté des autres gouvernements. Et, malgré cela, le principal groupe de liquidateurs (le seul qui, en dehors du nôtre, exerce, grâce à ses relations avec les libéraux, une influence sérieuse en Russie) a viré au social-chauvinisme ! Ayant détenu pendant assez longtemps le

monopole de la légalité, ce groupe de *Nacha Zaria* a prêché aux masses la « non-résistance à la guerre », souhaitant la victoire de la Triple (aujourd'hui Quadruple) Entente, accusant l'impérialisme allemand de « péchés démesurés », etc. Plekhanov, qui a fourni depuis 1903 de multiples exemples de son extrême veulerie en politique et de son ralliement aux opportunistes, a accentué encore plus cette prise de position, ce qui lui vaut d'être encensé par toute la presse bourgeoise de Russie. Il s'est abaissé jusqu'à déclarer que la guerre menée par le tsarisme était une guerre juste, et à faire publier dans la presse gouvernementale d'Italie une interview appelant ce pays à entrer dans la guerre !

Le bien-fondé de notre jugement sur le courant liquidateur et de l'exclusion du principal groupe de liquidateurs de notre parti a été ainsi parfaitement confirmé. Le programme concret des liquidateurs et la signification concrète de leur tendance ne consistent pas seulement aujourd'hui dans l'opportunisme en général, mais aussi dans la défense des privilèges et prérogatives impérialistes des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie grands-russes. C'est là une tendance national-libérale de la politique ouvrière. C'est l'alliance d'une partie des petits bourgeois radicaux et d'une fraction infime d'ouvriers privilégiés avec « leur » bourgeoisie nationale contre la masse du prolétariat.

LA SITUATION ACTUELLE DANS LA SOCIALE-DÉMOCRATIE RUSSE

Comme nous l'avons déjà dit, ni les liquidateurs, ni toute une série de groupes à l'étranger (Plekhanov, Alexinski, Trotsky, etc.), ni les sociaux-démocrates dits « nationaux » (c'est-à-dire non grands-russes) n'ont reconnu notre conférence de janvier 1912. Parmi les innombrables injures qu'ils nous ont prodiguées, celle qui nous taxait d'« usurpation » et de « scissionnisme » était la plus fréquente. Nous avons répondu en citant des chiffres exacts et susceptibles d'être vérifiés objectivement, qui prouvaient que notre parti groupait les 4/5 des ouvriers conscients de Russie. Ce n'est pas mal, si l'on tient compte de toutes les difficultés du travail illégal à une époque de contre-révolution.

Si l'« unité » avait été possible en Russie sur la base de la tactique social-démocrate, sans l'exclusion du groupe de *Nacha Zaria*, pourquoi nos nombreux adversaires ne l'ont-ils pas réalisée au moins entre eux ? Depuis janvier 1912, il s'est passé pas moins de trois années et demie, et durant cette période nos adversaires n'ont pu créer, malgré tout leur désir, un parti social-démocrate dirigé contre nous. Ce fait est le meilleur argument en faveur de notre parti.

Toute l'histoire des groupes sociaux-démocrates qui luttent contre notre parti est celle d'une désagrégation et d'une décadence. En mars 1912, tous sans exception s'étaient « unis » pour nous accabler d'injures. Mais dès le mois d'août 1912, lorsque se constitua contre nous ce qu'on est convenu d'appeler le « Bloc d'août », la désagrégation commença parmi eux. Une partie des groupes se détache. Les autres ne peuvent fonder un parti, ni un comité central. Ils ne forment qu'un Comité d'organisation « pour la reconstitution de l'unité ». Mais, en réalité, ce Comité s'est révélé un paravent précaire du groupe des liquidateurs en Russie. Pendant toute la durée du prodigieux essor du mouvement ouvrier en Russie et des grèves de masse de 1912-1914, le seul groupe de tout le Bloc d'août qui agisse dans les masses reste le groupe de *Nacha Zaria*, dont les relations libérales constituent la force. Et, au début de 1914, le « Bloc d'août » est officiellement abandonné par les sociaux-démocrates lettons (les sociaux-démocrates polonais n'en faisaient pas partie), tandis que Trotsky, un des chefs du bloc, en sort officieusement et crée de nouveau un groupe à part. En juillet 1914, à la conférence de Bruxelles, à laquelle participaient le comité exécutif du BSI, Kautsky et Vandervelde, se constitue contre nous le « bloc de Bruxelles », dont les Lettons ne font pas partie, et dont se détachent aussitôt les sociaux-démocrates polonais, l'opposition. Après le déclenchement de la guerre, ce bloc se désagrège. *Nacha Zaria*, Plekhanov, Alexinski et An, chef des sociaux-démocrates du Caucase, deviennent des sociaux-chauvins avérés, qui font des vœux pour la défaite de l'Allemagne. Le Comité d'organisation et le Bund prennent la défense des sociaux-chauvins et des principes du social-chauvinisme. La fraction Tchkhéidzé, bien qu'elle ait voté contre les crédits militaires (en Russie, même les démocrates bourgeois, les troudoviks, avaient voté contre) reste le fidèle allié de *Nacha Zaria*. Nos sociaux-chauvins à tous crins, Plekhanov, Alexinski et consorts, sont parfaitement satisfaits de la fraction Tchkhéidzé. Il se fonde à Paris un journal, *Naché Slovo* (autrefois le *Goloss*), avec le concours de Martov et de Trotsky notamment qui désirent allier la défense platonique de l'internationalisme à la revendication absolue de l'unité avec *Nacha Zaria*, le Comité d'organisation ou la fraction Tchkhéidzé. Après 250 numéros de ce journal, celui-ci est obligé de reconnaître lui-même sa désagrégation : une partie du comité de rédaction penche vers notre parti ; Martov reste fidèle au Comité d'organisation qui blâme publiquement *Naché Slovo* pour son « anarchisme » (de même que les opportunistes en Allemagne, David et consorts, l'*Internationale Korrespondenz*, Legien et consorts accu-

sent le camarade Liebknecht d'anarchisme) ; Trotsky déclare rompre avec le Comité d'organisation, mais veut emboîter le pas à la fraction Tchkhéidzé. Voici le programme et la tactique de la fraction Tchkhéidzé, exposés par un de ses leaders. Dans le numéro 5 du *Sovremenny Mir* de 1915, revue dont l'orientation est celle de Plekhanov et d'Alexinski, Tchkhénkéli écrit :

Dire que la sociale-démocratie allemande était capable d'empêcher l'entrée en guerre de son pays et qu'elle ne l'a pas fait, reviendrait à souhaiter en cachette non seulement qu'elle expire elle-même sur les barricades, mais qu'elle entraîne aussi sa patrie dans la débâcle, ou bien à considérer des objets tout proches à travers le télescope anarchiste.

Ces quelques lignes expriment toute la substance du social-chauvinisme : la justification du principe de la « défense de la patrie » dans la guerre actuelle et les railleries - avec l'assentiment des censeurs militaires - sur la propagande révolutionnaire et la préparation de la révolution. Il ne s'agit pas du tout de savoir si la sociale-démocratie allemande était capable d'empêcher la guerre, ni si les révolutionnaires peuvent, en général, garantir le succès de la révolution. Le problème est de savoir s'il faut se comporter en socialistes ou « expirer » effectivement dans les bras de la bourgeoisie impérialiste.

LES TÂCHES DE NOTRE PARTI

La sociale-démocratie russe est née dans notre pays à la veille de la révolution démocratique bourgeoise (1905), et elle s'est consolidée à l'époque de la révolution et de la contre-révolution. Le retard de la Russie explique l'extrême abondance des courants et des nuances de l'opportunisme petit-bourgeois dans notre pays, tandis que l'influence du marxisme en Europe et la solidité des partis sociaux-démocrates légaux avant la guerre ont fait de nos libéraux exemplaires des quasi-admirateurs de la théorie et de la sociale-démocratie raisonnables », « européennes » (non-révolutionnaires), « marxistes », « légales ». La classe ouvrière en Russie ne pouvait constituer son parti autrement que dans une lutte résolue de trente années contre toutes les variétés de l'opportunisme. L'expérience de la guerre mondiale, qui a engendré la faillite honteuse de l'opportunisme européen et affermi l'alliance de nos nationaux-libéraux avec le courant liquidateur social-chauvin, nous confirme encore plus dans la certitude que notre parti doit continuer à suivre la même voie révolutionnaire conséquente.



Lénine rejoint le mouvement révolutionnaire russe persécuté par le tsarisme en 1893. A partir de 1900, il vit en exil, à Genève. Il s'y associe, comme Martov puis Trotsky, au premier noyau marxiste russe, animé par Plekhanov. Les deux générations joignent leurs forces pour reconstruire le POSDR, le parti marxiste rattaché à la 2^e Internationale, au moyen de la publication d'un journal clandestin pour toute la Russie (*l'Iskra*).

Le groupe Iskra s'oppose au populisme du PSR qui prétend que la Russie n'est pas capitaliste et que la paysannerie y est la classe révolutionnaire.

Les marxistes analysent la Russie comme dominée par le capitalisme, malgré son arriération. La classe ouvrière est la classe révolutionnaire car la bourgeoisie est trop faible et timorée pour mener la révolution. Au congrès en exil de juillet 1903, le POSDR se scinde entre deux ailes : la fraction majoritaire (bolchevik) animée par Lénine, rejointe par Zinoviev, et la fraction minoritaire (menchevik) de Martov, soutenue par Trotsky et Plekhanov.

Lors de la révolution de 1905, les deux fractions se réunifient. Mais, dans le reflux, des stratégies différentes s'affirment : les mencheviks renient le programme de *l'Iskra* et prônent une alliances avec la bourgeoisie pour réaliser la révolution démocratique ; les bolcheviks affirment que la révolution démocratique ne peut avoir lieu que par l'action révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie. Trotsky, s'il défend avec perspicacité la perspective de la révolution permanente, s'efforce à tort, avec l'appui de l'Internationale et de Rosa Luxemburg, de réunifier le POSDR. En 1912, la scission se révèle pourtant irréversible.

Lénine s'investit dans la vie de l'Internationale, participant à son bureau de 1907 à 1913. À l'ouverture de la guerre mondiale, en 1914, Lénine condamne d'emblée le ralliement de la plupart des partis ouvriers à la guerre et à « l'Union sacrée », au mépris des résolutions de l'Internationale. Il trace la ligne du défaitisme révolutionnaire, préconisant la révolution comme solution du conflit entre les bourgeoisies en lutte pour le repartage du monde.

Lénine en tire les conséquences en matière d'organisation avec la perspective d'une nouvelle internationale, rassemblant des partis séparés de ceux qui ont trahi (les sociaux-patriotes) et aussi de ceux qui veulent maintenir l'unité avec les précédents (les centristes). Il convainc le Parti bolchevik avec les thèses de *La Sociale-démocratie russe et la guerre européenne*, rédigées début septembre 1914. Avec Radek et Zinoviev, il entreprend de regrouper pour la nouvelle internationale. En juillet et août 1915, Lénine et Zinoviev rédigent *Le Socialisme et la guerre* en vue de la conférence internationale qui se tient du 5 au 8 septembre à Zimmerwald, en Suisse.